

Paris, le 6 avril 2016

Lettre ouverte à Madame la Présidente de la Région Ile-de-France,

C'est avec un vif étonnement que nous avons découvert le lundi 4 avril dernier dans les colonnes du journal Le Figaro et sur le site Le Figaro.fr un article, titré « *Ile-de-France : les dix chiffres inquiétants révélés par l'audit régional des finances* », avec lequel nous sommes en profond désaccord. Nous nous étonnons qu'un journal de la presse nationale soit en mesure de présenter « *en exclusivité* » les conclusions d'un audit financé sur fonds publics. En conséquence, nous demandons avec la plus vive insistance que l'intégralité des sources transmises au journal Le Figaro soit rendue publique sans délais.

Si nos organisations ont toujours été soucieuses de la bonne gestion des deniers publics et ont toujours entendu contribuer à l'évaluation des dispositifs qui les concernent, elles mettent aujourd'hui sévèrement en doute le sérieux du diagnostic et la méthode d'évaluation de l'étude dont l'exécutif régional est le commanditaire.

Comme son titre en atteste, l'article du Figaro est de nature à susciter l'inquiétude citoyenne notamment quant à la régularité des « *procédures de subventions accordées aux associations* ». Selon Le Figaro, le cabinet d'audit Ernst & Young aurait en effet identifié « *de multiples dysfonctionnements dans l'utilisation et la distribution de l'argent public* » et « *l'absence de mise en œuvre d'action en restitution* » est également pointée. Ainsi l'article fait état de 71,4% de dossiers présentant « *des problèmes de régularité* » sur un panel de seulement 28 dossiers étudiés. On peut légitimement s'interroger sur la représentativité d'un tel panel et sur les conclusions qui en sont tirées quand on connaît la lourdeur administrative des dossiers de demande de subvention et l'instruction minutieuse qui en est faite par les services financiers de la Région Ile-de-France.

On ne saurait douter que de telles « informations » soient de nature à provoquer l'inquiétude citoyenne et les commentaires présents sur le site Le figaro.fr attestent du discrédit qu'elles portent à la vie associative.

On ne peut d'autre part que s'alarmer des attendus idéologiques qui présentent « *Une hausse des subventions aux associations* » (le troisième des dix points qualifiés d'« *inquiétants* ») comme relevant d'une logique problématique, voire répréhensible, si l'on en juge par le ton général de l'article. D'autant que la hausse pointée par l'étude se révèle finalement n'être que de 12% sur une période de cinq ans, ce qui est très loin de représenter une aberration au regard de la contribution croissante des acteurs de la société civile dans la conduite des politiques publiques, culturelles notamment, et des actions d'intérêt général de plus en plus nombreuses qu'elles assurent.

Nous ne pouvons qu'interroger les modalités et le sérieux scientifique d'une étude dont les conclusions alarmantes apparaissent précisément au moment où l'exécutif régional doit voter un budget présentant une forte baisse du soutien apporté à de nombreuses associations.

Ayant pour notre part une expérience et une expertise autrement plus anciennes et fondées que le cabinet Ernst & Young pour appréhender les réalités du financement régional aux associations, nous sommes disponibles pour vous transmettre notre propre analyse au regard des enjeux et de la réalité économique des quelques 500 associations que nous représentons.

Nous réitérons à l'occasion du présent courrier notre souhait de voir mise en place une réelle instance de concertation avec les acteurs associatifs permettant une évaluation et une conduite sereines et efficaces de la politique culturelle régionale.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente Valérie Péresse, l'expression de nos bien sincères salutations républicaines.

Organisations signataires :

Actes if
Le Collectif des Associations Citoyennes
La Fédération des arts de la rue Ile-de-France
La FRAAP
RAVIV
Le RIF
Le Synavi Ile-de-France
Le Syndicat des Cirques et Compagnies de Création
L'UFISC